

*Mercredi 16 juin 2004 | dernière mise à jour le 16/06/2004 à 20h59 (heure de Bruxelles).*

## **MASSACRE OU GENOCIDE A BUKAVU ?**

Dix ans après les massacres commis au Rwanda contre les Tutsis, une partie de la communauté tutsie de l'est de la République démocratique du Congo (RDC) se dit victime d'un nouveau génocide, une accusation démentie par des enquêtes de Human Rights Watch et de l'Onu.

Le mot tabou a tout d'abord été lâché par un officier dissident, le général Laurent Nkunda, lui-même issu de la communauté tutsie congolaise et ancien combattant de l'armée rwandaise. Il n'y a pas eu de «planification d'un massacre», a déclaré mercredi M. Roberto Ricci, chef de la section des droits de l'Homme à la Mission des Nations unies en RDC (Monuc), rentré la veille de Bukavu, la capitale de la province du Sud-Kivu occupée pendant une semaine au début du mois par les hommes du général Nkunda qui affirmait répondre aux exactions dont sa communauté était victime.

Il y a bien eu des massacres, mais on ne peut pas dire qu'une communauté ait été particulièrement ciblée, a ajouté M. Ricci. Il cite à cet effet le nombre de 26 personnes blessées par balles entre les 28 et 29 mai, dont onze sont décédées alors qu'aucune d'entre elles n'était de la communauté tutsie des Banyamulenge.

Laurent Nkunda avait pris la ville le 2 juin pour la quitter le 9, en affirmant s'être trompé sur la réalité des exactions à l'encontre de sa communauté. Il avait relancé ses accusations quelques jours plus tard, menaçant de «libérer l'est» de la RDC et de lancer une guerre contre le pouvoir central. La culture du génocide n'appartient pas au Congo, a estimé M. Ricci. Les officiers dissidents ont amené des idées qui sont étrangères à la culture congolaise, en parlant de choses qui d'après moi n'appartiennent pas au Congo, a ajouté M. Ricci, soulignant que toutes les communautés de Bukavu ont été victimes de viols, pillages et meurtres, mais que l'on y a aussi constaté de la solidarité à l'égard des Banyamulenge.

Ces conclusions confirment celles de l'organisation américaine de défense des droits de l'Homme, Human Rights Watch, qui avait estimé dimanche qu'il n'existait pas de planification ou d'aspect systématique dans les massacres commis à Bukavu. Les accusations de génocide

ont toutefois trouvé un écho et le "président de la communauté Banyamulenge de Bukavu, Uvira, Goma, Kinshasa, Minembwe et de la diaspora", Benoit Mubanda Kadage, a repris le flambeau. Dans un communiqué publié par la presse kinoise mercredi, il déclare solennellement que les événements de Bukavu constituent bel et bien des actes de génocide.

Il demande au gouvernement de transition de reconnaître et de condamner avec force les actes de génocide commis contre les membres de la communauté Banyamulenge, d'établir la responsabilité des commanditaires de ces actes et donc de traduire en justice pour crime de guerre et crime contre l'humanité les officiers supérieurs de la région militaire dont dépend Bukavu. M. Mudamba appelle ensuite la communauté internationale à reconnaître les actes de génocide.

Il demande enfin aux membres de la communauté Banyamulenge présents dans les institutions de suspendre leur participation dans les institutions de la transition au cas où les demandes formulées auprès du gouvernement ne sont pas satisfaites. Un autre président, lui aussi Banyamulenge, le député Enoch Ruberangabo Sebinezwa, président de l'association culturelle Shikama Banyamulenge, estime pour sa part que les officiers dissidents sont de véritables criminels dont les membres de la communauté Banyamulenge n'ont nullement besoin.

Si la réalité du génocide est contestée, la division des Banyamulenge, elle, commence à s'étaler au grand jour.

(D'après AFP)

© Rossel et Cie SA, Le Soir en ligne, Bruxelles, 2004

Copyright 2004 Financial Times Information

All rights reserved

Global News Wire - Asia Africa Intelligence Wire

Copyright 2004 BBC Monitoring/BBC

BBC Monitoring International Reports

June 16, 2004

LENGTH: 464 words

**HEADLINE: DR CONGO: BANYAMULENGE COMMUNITY DIVIDED OVER GENOCIDE CLAIMS**

BODY:

June

(Presenter) After the claims of Human Rights Watch, the human rights section of MONUC (UN Mission in DRC Congo) has investigated the alleged massacres of Banyamulenge people in Bukavu.

MONUC reached the same conclusion as Human Rights Watch, namely that there have been killings and serious violations of human rights by the two sides, but that there had not been any attempt to commit genocide in Bukavu.

The allegations of massacres was propagated by (dissident rebel officers)

**Laurent Nkunda** and **Jules Mutebutsi** to justify their intervention in Bukavu.

Meanwhile, the Banyamulenge community does not agree on the subject of the massacre of the Banyamulenge. Many complain of not understanding the situation and of rather being its victims.

Reacting to the claim on Radio Okapi last night, one of the Banyamulenge leaders in Goma (eastern DRC Congo) Benoit Mubanda had the following to say:

(Mubanda) Considering the recent events in Bukavu, Uvira and the entire province of Sud-Kivu, in which civilians were savagely massacred for the simple fact of belonging to the Banyamulenge community, or identified as such because of their facial appearance, we demand the following:

The transitional government of the DRC Congo must admit and condemn strongly the acts of genocide committed against the Banyamulenge people.

Determine the initiators of the genocide and bring them to justice for war crimes and crimes against humanity.

Immediately repatriate Banyamulenge refugees, provide them with security and compensate them for all their losses.

We demand all the Banyamulenge participating in the transitional institutions to suspend their participation, in case the government does not meet the demands.

(Presenter) Enoc Sebinezwa, a Banyamulenge who lives in Kinshasa, still on the microphone of our Okapi radio colleagues, did not share the claims of Benoit Mubanda:

(Sebinezwa) As the saying goes (words indistinct) begins at home. Indeed, how can you initiate war and avoid killing Banyamulenge. (Words indistinct) one's war and own initiators, that is very clear. This has nothing to do with Banyamulenge people.

What we also deplore is that some compatriots attacked Banyamulenge people because a member of their community had misbehaved. The same does not apply to other communities. This is what I have always denounced, and that is the trap in which we, the Congolese, always fall. This helps our enemies a great deal.

(Presenter) Another Banyamulenge, Patrick Masunzu, for his part stressed that there had been no massacre or any attempt to massacre the Banyamulenge that those who were claiming to be Banyamulenge were under the pay of Rwandans.